**CAHIER DES CHARGES**

1. **Informations générales**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé de la mission | Diagnostic des capacités, élaboration de plans de renforcement et d'une proposition de circuits de financement pour les Services Techniques Déconcentrés (DDA et DDEF), dans le cadre du programme KOPEKOBA |
| Bénéficiaire(s) | Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux (MATGT), Ministère de l’Agriculture, de l’Élevage et de la Pêche (MAEP), Ministère de l’Économie Forestière (MEF). |
| Pays | République du Congo. |
| Durée totale des jours prévus | Cinq (5) mois calendaires. |

1. **Contexte et justification du besoin**

Le gouvernement de la République du Congo, en partenariat avec l'Initiative pour la forêt d’Afrique centrale (CAFI), déploie le Programme d’Utilisation Durable des Terres (PUDT). Le programme d'investissement « Kolona pe Kobatela » (KOPEKOBA) en constitue le volet opérationnel pour la période 2023-2028. Financé par le CAFI, l'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD), le KOPEKOBA a pour objectif général de réaliser des investissements pilotes visant à contribuer à la diversification de l'économie nationale et à l'aménagement durable des territoires ruraux.

Expertise France, qui a mis en place une assistance technique en appui au Programme, agit en tant qu'autorité contractante pour la présente étude. Celle-ci s'inscrit directement dans la Phase préparatoire du programme KOPEKOBA, telle que définie dans son document de programme (PRODOC). Cette phase prévoit explicitement la conduite d'une « **analyse organisationnelle, humaine et financière des services déconcentrés (DDA et DDEF)** ». La réalisation de cette étude est particulièrement opportune à ce stade du programme, car elle conditionne l’efficacité des appuis apportés par ces institutions aux investissements majeurs à venir.

La justification de cette mission d’étude repose sur un constat largement documenté dans le PRODOC : Les Directions Départementales de l’Agriculture (DDA) et de l’Économie Forestière (DDEF) rencontrent aujourd’hui des difficultés importantes, liées notamment aux ressources humaines limitées et à des moyens matériels insuffisants (locaux, équipements, logistique). Ces contraintes constituent un défi structurel et un risque pour la pérennité des actions du programme KOPEKOBA. L’ambition n’est pas de renforcer pour le principe, mais de rendre ces structures aptes à assurer le suivi et le conseil aux opérateurs agricoles et forestiers appuyés par le programme, tout en s’appropriant elles-mêmes les pratiques promues en matière d’Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) et d’Agriculture Zéro-Déforestation (AZD).

Cette mission d'étude est une étape fondatrice et indispensable pour l'atteinte du Résultat 4 du KOPEKOBA :« Des mécanismes de suivi-évaluation permettent de suivre les résultats des projets financés par le PI-PUDT et d'orienter le développement futur de l’agriculture intelligente face au climat et de l’agriculture zéro-déforestation vers les pratiques les plus performantes ». Elle vise en particulier à rendre possible la réalisation du Produit 4.1**[[1]](#footnote-1)** et à leur donner les moyens d'assurer leProduit 4.2**[[2]](#footnote-2)**.

Enfin, le diagnostic des capacités serait incomplet sans prendre en compte la cause profonde de cette situation : le sous-financement chronique de leur fonctionnement. Le PRODOC constate que les budgets alloués aux services déconcentrés restent insuffisants et connaissent des délais dans leur mise à disposition. Par conséquent, pour garantir la durabilité des actions qui seront proposées, la présente mission d'étude intègre de manière indissociable la **conception d'une proposition de circuit de financement opérationnel et pérenne**, afin de fournir une solution complète et intégrée aux défis identifiés.

1. **Objectifs et résultats poursuivis**
   1. **Objectif général**

L'objectif général de la présente étude est de fournir, au programme KOPEKOBA et aux ministères techniques (MAEP, MEF), un **diagnostic précis des capacités réelles de leurs Services Techniques Déconcentrés (STD) couvrant les territoires pilotes du KOPEKOBA, ainsi qu’un plan d’action et une proposition de circuit de financement viables**, afin de les rendre aptes à assurer un appui-conseil efficace et un suivi rigoureux des projets et opérateurs financés par le Programme.

* 1. **Objectifs spécifiques**

Pour atteindre cet objectif général, l’étude visera les quatre objectifs spécifiques suivants :

* **OS1 :** Réaliser un diagnostic organisationnel, humain (effectifs, compétences), matériel et financier complet des DDA et des DDEF dans les départements et districts couverts par les territoires pilotes du programme.
* **OS2 :** Évaluer l'adéquation entre les capacités actuelles des STD et les besoins spécifiques du programme KOPEKOBA en matière de suivi-évaluation des projets financés via le Produit **2.2**[[3]](#footnote-3), tel que requis pour la mise en œuvre des Produits **4.1 et 4.2** du programme.
* **OS3 :** Concevoir et modéliser un ou plusieurs scénarios de **circuits de financement opérationnel, transparent et pérenne**, destiné à couvrir les frais de fonctionnement des DDA et DDEF, en identifiant les sources de financement potentielles, les modalités de gestion et les prérequis juridiques et administratifs à sa mise en place.
* **OS4 :** Élaborer des **plans de renforcement de capacités** (formation, équipement) en cohérence avec les missions de suivi du KOPEKOBA, et piloter un processus consultatif inclusif avec l'ensemble des parties prenantes, incluant les cadres des ministères concernés et les équipes des programmes partenaires pertinents (notamment **ProClimat et PACO**), afin de garantir la **cohérence**, la pertinence et l'appropriation de l'ensemble des propositions (diagnostics, plans et circuit de financement).
  1. **Résultats à atteindre**

À l'issue de la mission d'étude, les résultats suivants, qui constituent la matérialisation des objectifs spécifiques, devront être atteints :

* **En lien avec les Objectifs Spécifiques 1 et 2 :** Un rapport de diagnostic détaillé est disponible pour chaque STD (DDA et DDEF). Il présente une analyse comparative de leurs capacités et identifie précisément les **écarts** (en termes de compétences, d'effectifs et de moyens) par rapport aux besoins du programme KOPEKOBA.
* **En lien avec l'Objectif Spécifique 3 :** Une **proposition de circuits de financement** est produite. Elle présente un ou plusieurs scénarios chiffrés, détaillant le modèle de gouvernance et de gestion, une analyse des sources de financement possibles, et une feuille de route pour sa/leur mise en œuvre.
* **En lien avec l'Objectif Spécifique 4 :** Un **plan de renforcement de capacités consolidé et différencié** (par ministère) est élaboré. Il détaille de manière chiffrée et priorisée les actions de formation, les besoins en équipement et en personnel nécessaires pour que les STD puissent accomplir leurs missions de suivi et œuvrer à la diffusion des pratiques d’AIC et d’AZD.
* **En lien avec l'Objectif Spécifique 4 :** L'ensemble des diagnostics et des recommandations stratégiques (plan de renforcement de capacités, circuit de financement) est **validé et approprié** par les parties prenantes et démontre une claire articulation et une synergie avec les interventions des autres projets/programmes, notamment **ProClimat concernant le MAEP et PACO concernant le MEF**.

1. **Description de la mission**
   1. **Activités prévues**

Pour atteindre les objectifs spécifiques et les résultats attendus, le Consultant devra réaliser les tâches suivantes, organisées en phases logiques. Le soumissionnaire devra détailler dans sa proposition technique l'articulation et le contenu précis de chaque tâche et y apporter sa plus-value.

##### Phase 1 : Cadrage et préparation (Durée indicative : 1 mois)

* **Tâche 1.1 : Revue documentaire et consultations initiales des partenaires.**

Le Consultant analysera l’ensemble des documents pertinents (PRODOC KOPEKOBA, stratégies ministérielles, etc.) et mènera, dès le démarrage, des **consultations actives** auprès des équipes du PUDT et du PI-PUDT/KOPEKOBA, ainsi que des coordinations des autres projets/programmes pertinents. L'objectif est de (i) collecter toute la documentation pertinente (diagnostics, rapports d'évaluation) et (ii) de recueillir les analyses, retours d'expériences et leçons apprises sur les capacités et contraintes des STD. Une attention particulière sera portée aux programmes suivants :

* + Le **projet PACO**, pour capitaliser sur son diagnostic des DDEF.
  + Le **projet ProClimat**, pour tenir compte de ses interventions prévues auprès des STD du MAEP.
  + Les **projets PDAC et PRODIVAC**, pour disposer de leurs expériences en matière de suivi des opérateurs agricoles.
  + Le **PRONAR**, pour appréhender le rôle des DDEF dans sa mise en œuvre.
* **Tâche 1.2 : Élaboration de la méthodologie détaillée et du plan de travail**

Le Consultant devra proposer un rapport de démarrage incluant :

* + La **compréhension du mandat et des enjeux** de la mission, ainsi que l’analyse des défis spécifiques liés aux services déconcentrés (DDA et DDEF).
  + La **démarche proposée**, en décrivant les phases, étapes et outils méthodologiques retenus (collecte de données, entretiens, ateliers participatifs, analyses comparatives, etc.).
  + La **stratégie de capitalisation et de synergie** avec les initiatives connexes. Il y démontrera comment les informations recueillies lors de la Tâche 1.1 ont permis d'affiner ses outils de diagnostic (pour éviter la redondance avec les travaux de PACO et ProClimat) et comment il compte interagir avec ces programmes tout au long de sa mission.
  + L’**approche de concertation** avec les parties prenantes (ministères, services déconcentrés, partenaires techniques et financiers), garantissant l’inclusivité et l’appropriation des résultats.
  + Le **plan de gestion des risques**, incluant les contraintes logistiques, institutionnelles et sécuritaires, ainsi que les mesures d’atténuation prévues.
  + Le **dispositif organisationnel et l’affectation des rôles** au sein de l’équipe d’experts.
  + Le **calendrier opérationnel** permettant l’organisation logistique de la mission.
* **Tâche 1.3 : Mobilisation de l'équipe et contacts officiels**

Le Consultant mettra en place son équipe, établira les contacts officiels avec les points focaux désignés au sein du MAEP et du MEF, et organisera un atelier de lancement pour valider la méthodologie d'intervention.

##### Phase 2 : Travaux de terrain et diagnostic (Durée indicative : 2.5 mois)

* **Tâche 2.1 : Conduite du diagnostic institutionnel**

Le Consultant mènera des missions de terrain dans les chefs-lieux des départements concernés et auprès des secteurs agricoles et forestiers dans les districts pilotes. Il organisera des entretiens structurés pour évaluer de manière approfondie les aspects organisationnels (processus), humains (effectifs, compétences, analyse genre des effectifs et des politiques RH), matériels (état des locaux, équipements) et financiers (budgets, circuits de la dépense) de chaque entité.

* **Tâche 2.2 : Analyse des besoins spécifiques au KOPEKOBA**

Le Consultant analysera l'écart entre les capacités existantes et les compétences requises pour que les STD puissent assurer efficacement leurs missions dans le cadre du KOPEKOBA, notamment le suivi-évaluation des projets financés (Produit 2.2) et la diffusion des innovations (Produits 1.6, 1.7 et 4.1).

* **Tâche 2.3 : Animation du plan de consultation – Niveau déconcentré**

Le Consultant animera des ateliers de diagnostic participatif au sein des DDA et DDEF visitées pour restituer les premières observations, les valider avec le personnel concerné, et identifier conjointement les contraintes et besoins prioritaires.

##### Phase 3 : Analyse, modélisation des propositions et rapports (Durée indicative : 1.5 mois)

* **Tâche 3.1 : Traitement et analyse consolidée des données**

Le Consultant procédera au traitement et à l'analyse comparative des données collectées pour identifier les défis structurels communs et les spécificités de chaque branche ministérielle.

* **Tâche 3.2 : Conception du Plan de renforcement et du/des Circuits de financement**
  + **Sous-tâche 3.2.1 - Élaboration des plans de renforcement de capacités :** Le Consultant formulera des plans d'action détaillés, chiffrés et priorisés pour le renforcement des STD.
  + **Sous-tâche 3.2.2 - Conception et modélisation du/des circuits de financement :** Le Consultant élaborera la proposition relative au(x) circuit(s) de financement pérenne(s), incluant l'analyse des sources de financement, la modélisation des flux, la définition de règles de gestion et une feuille de route et une évaluation de la faisabilité.
* **Tâche 3.3 : Animation du Plan de Consultation – Niveau National**

Le Consultant organisera des ateliers techniques et un atelier national de validation à Brazzaville pour discuter, amender et valider les propositions avec les directions centrales du MAEP, du MEF et les partenaires (y compris PACO et ProClimat notamment).

* **Tâche 3.4 : Rédaction des rapports** Le Consultant rédigera l'ensemble des livrables prévus, en y intégrant les retours issus des ateliers.

**Tâches Transversales**

* **Coordination et reporting :** Le Consultant devra assurer une communication fluide et une coordination étroite avec l'Assistance Technique (AT) KOPEKOBA, les Unités de Gestion de Programme (UGP) du MAEP et du MEF, ainsi qu'avec les directions centrales et les points focaux désignés au sein de chaque ministère. Le consultant devra fournir des rapports d'avancement synthétiques et réguliers, conformément au Livrable L1, pour un suivi efficace de la mission.
* **Ancrage institutionnel** : Le Consultant devra garantir que l'ensemble des diagnostics, analyses et propositions (plan de renforcement, circuit de financement) est systématiquement ancré dans la réalité de l'administration publique congolaise. Il devra s'assurer de l'alignement de ses recommandations avec les stratégies nationales en vigueur, les cadres de réforme du secteur public, et les lois et règlements régissant la déconcentration et la décentralisation. Une attention sera également portée aux enjeux d'inclusion, notamment la place des femmes au sein des effectifs et des postes à responsabilité des services déconcentrés.
* **Gestion de la mission :** Le Consultant devra assurer la gestion administrative, logistique et financière efficace de l'équipe, des activités de terrain et du budget global de la prestation.
* **Suivi et gestion de la sécurité :** Le Consultant devra assurer une veille sécuritaire continue dans les zones d'intervention, adapter la planification des missions en fonction de l'évolution du contexte et maintenir une communication transparente avec l'Assistance Technique KOPEKOBA sur les questions de sécurité.

* 1. **Livrables attendus**

Le Consultant devra produire et soumettre à l'Assistance Technique (AT) KOPEKOBA les livrables suivants, en langue française. Ils devront être fournis aux formats électroniques (Word, PDF, Excel) et en trois (3) exemplaires papier pour les rapports finaux.

| **Livrable** | **Échéance indicative** | **Détails attendus** | **Caractère** |
| --- | --- | --- | --- |
| **L0** : Rapport de démarrage | Fin du Mois 1 | Présente notamment la méthodologie détaillée, les outils de diagnostic différenciés, le plan de travail, le chronogramme, et une **stratégie de capitalisation et de synergie** avec les programmes connexes (notamment PACO et ProClimat). Sa validation conditionne le début du terrain. | Jalon Contractuel |
| **L1** : Présentations d'Avancement | Mensuelles | Support synthétique pour les réunions de suivi : activités réalisées, avancement, points de blocage, planification. | Suivi / Reporting |
| **L2** : Rapport de diagnostic institutionnel provisoire | Moitié du Mois 3 | Rapport technique présentant les résultats du diagnostic pour chaque secteur (DDA/DDEF), l'analyse de l'écart avec les besoins du KOPEKOBA, et incluant une **section dédiée à l'analyse de genre**. Le rapport capitalise sur les leçons apprises (PACO, PDAC) et les synergies (ProClimat). | Analyse de Fond |
| **L3** : Plans de renforcement et Note technique sur le circuit de financement | Fin du Mois 4 | Deux documents distincts :  (1) Des plans de renforcement de capacités différenciés (MAEP/MEF) incluant des **recommandations sensibles au genre**.  (2) Une note technique détaillée sur le/les circuits de financement incluant notamment une **analyse de soutenabilité financière à 5 ans** et une **analyse de conformité avec la réglementation budgétaire nationale**. | Orientation Stratégique |
| **L4** : Comptes rendus des ateliers | 7 jours calendaires après chaque ateliers | Résumé des discussions, des recommandations et liste des participants (désagrégée par genre) pour tous les ateliers menés (niveaux déconcentré et national). | Traçabilité |
| **L5** : Rapport final de mission consolidé | Fin du Mois 5 | Synthétise l'ensemble de la mission. Le rapport doit présenter les recommandations stratégiques finales et une section spécifique démontrant **l'articulation (leçons apprises) et la synergie (coordination future)** des propositions avec les programmes partenaires (PACO, ProClimat, etc.). Il **contiendra en annexe les versions finales** du rapport de diagnostic, des plans de renforcement de capacités et du rapport sur les circuits de financement proposés. | Livrable Final |
| **L6** : Supports de communication stratégique | Soumis avec le rapport final (Mois 5) | Comprend deux éléments distincts : (1) Une **fiche de synthèse stratégique** (2-4 pages max) à destination des cabinets ministériels, résumant le diagnostic, les recommandations clés et le plan d'action. (2) Une **présentation infographique** du/des circuit(s) de financement proposé(s) pour en faciliter la compréhension. | Outil d'aide à la Décision |

* 1. **Coordination**

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre du projet.

L'interlocuteur pour Expertise France sera l'Assistant Technique International (ATI) Gestion de Programme et Procédures du KOPEKOBA.

Téléphone : +242 05 208 02 00

Courriel : mathieu.laurent@expertisefrance.fr

Une réunion de lancement se tiendra **7** jours après la notification du contrat.

Une coordination étroite avec les équipes de l'AT et des UGP devra être mise en place. Des échanges réguliers sur l'état d'avancement et les difficultés rencontrées sont à prévoir.

1. **Lieu, Durée et Modalités d’exécution**
   1. **Période de mise en œuvre :** mars 2026 à juillet 2026
   2. **Date de démarrage :** mars 2026
   3. **Date de fin :** juillet 2026
   4. **Durée effective par mission :** cinq mois calendaires
   5. **Lieux d’intervention** :

La mission d'étude se déroulera en République du Congo. Les activités de coordination, d'analyse, de modélisation et de rédaction des rapports se feront à Brazzaville ou à distance.

Le consultant devra prévoir des missions de terrain pour mener les diagnostics institutionnels auprès des Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) et de l'Économie Forestière (DDEF) dans les chefs-lieux des départements concernés, ainsi qu'auprès de leurs antennes (secteurs agricoles et forestiers) dans les districts pilotes.

Les départements et districts pilotes ciblés par la présente mission d'étude sont les suivants :

* **Djoué-Léfini** (districts d'Ignié, Ngabé)
* **Pool** (districts de Goma tsé-tsé, Kinkala, Loumo)
* **Niari** (districts de Kibangou, Louvakou)
* **Bouenza** (district de Loudima)
* **Kouilou** (districts d'Hinda, Mvouti)
* **Cuvette** (district de Makoua)
* **Cuvette-Ouest** (district d'Ewo)
* **Plateaux** (district de Ngo)
* **Sangha** (districts de Mokeko, Sembé)
  1. **Planning/calendrier :**

*Le calendrier prévisionnel d’exécution des missions se présente comme suit :*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Lieu** | **Période** | **Durée** | **Expert(s)** |
| Phase 1 : Cadrage et préparation | Brazzaville et à distance | 1er mois | 1 mois | Organisation  à décrire dans l’Offre Technique |
| Phase 2 : Travaux de terrain | Chefs-lieux des départements et districts pilotes | 2ème, 3ème et première moitié du 4ème mois | 2,5 mois |
| Phase 3 : Analyse et rapports | Brazzaville / Terrain / à distance | Seconde moitié du 4ème mois et 5ème mois | 1,5 mois |
| Total |  |  |  | 5 mois |

1. **Expertise et profil demandés**
   1. **Nombre d’experts clés pour la mission d’étude :** **4**

Compte tenu de la nature spécialisée de la mission d'étude, qui requiert une expertise pointue en administration publique, en finances publiques et dans les secteurs agricole et forestier, le consultant devra mobiliser une équipe de haut niveau, dédiée et multidisciplinaire, composée au minimum de **quatre (4) experts clés**.

La proposition du soumissionnaire devra inclure un organigramme détaillé et les CV complets et signés de tous les experts clés proposés.

* 1. **Profil des experts désignés en charge de l’exécution du contrat**

#### A. Équipe d'experts clés

**1. Expert(e) clé 1 : Chef(fe) de mission / Spécialiste en politiques publiques (International sénior)**

L’expert(e) assurera la supervision générale de la mission, il/elle sera, en lien le siège du Consultant, garant de la qualité des méthodes et des livrables, et sera responsable de la gestion opérationnelle de la prestation sur site.

* **Qualifications et compétences :**
  + Etre titulaire d’un diplôme de niveau BAC+5 minimum en administration publique, économie, sciences politiques, développement rural ou un domaine équivalent.
  + Disposer d’excellentes capacités de communication, de coordination d'équipes, d'analyse, de synthèse et de rédaction en français.
* **Expérience professionnelle générale :**
  + Disposer d’au moins quinze (15) ans d'expérience professionnelle.
* **Expérience professionnelle spécifique :**
  + Avoir au moins dix (10) ans d’expérience professionnelle en appui ou au sein de projets/programmes de développement rural, d’appui aux politiques publiques du secteur agricole ou forestier.
  + Justifier au moins deux expériences professionnelles en tant que Chef de mission d’une équipe pluridisciplinaire.
  + Justifier une participation à au moins 3 diagnostic institutionnel et/ou organisationnel d’institutions publiques.
  + Justifier une participation à au moins 2 missions d’appui aux Services Techniques Déconcentrés du secteur de l’agriculture ou de la forêt.
  + Justifier au moins une expérience de travail en Afrique Centrale.

**2. Expert(e) clé 2 : Spécialiste en finances publiques et déconcentration (Sous-régional/National sénior)**

Il/elle sera le référent technique principal pour le diagnostic des flux financiers et surtout pour la **conception, la modélisation et la justification du circuit de financement proposé**. Son expertise devra garantir que la solution proposée soit techniquement saine, transparente et administrativement réalisable dans le contexte congolais.

* **Qualifications et compétences :**
  + Etre titulaire d’un diplôme de niveau BAC+5 en finances publiques, économie, administration publique ou un domaine équivalent.
* **Expérience professionnelle générale :**
  + Disposer d’au moins quinze (15) ans d'expérience générale.
* **Expérience professionnelle spécifique :**
  + Disposer d’au moins dix (10) ans d'expérience en appui ou au sein de projets/programmes ou institutions intervenant dans le domaine de la gestion des finances publiques, des processus budgétaires de l'État ou de la déconcentration/décentralisation.
  + Justifier une participation à au moins 5 missions liées aux processus budgétaires de l'État, aux circuits de la dépense publique ou aux cadres juridiques de la déconcentration.
  + Justifier au moins trois (03) expériences professionnelles en République du Congo.

**3. Expert(e) clé 3 : Spécialiste en organisation et administration forestière (Sous-régional/National sénior)**

Il/elle sera le/la **référent(e) pour le diagnostic spécifique des DDEF**. Il/elle dirigera la collecte et l'analyse des données relatives au MEF.

* **Qualifications et compétences :**
  + Etre titulaire d’un diplôme de niveau BAC+5 en ingénierie forestière, administration forestière, sciences de l'environnement ou un domaine équivalent.
* **Expérience professionnelle générale :**
  + Disposer d’au moins douze (12) ans d'expérience générale.
* **Expérience professionnelle spécifique :**
  + Disposer d’au moins huit (8) ans d'expérience au sein ou en appui à des projets/programmes ou institutions intervenant dans le domaine forestier.
  + Justifier la participation à au moins trois (3) missions liées aux mandats, à l'organisation, aux procédures ou aux défis opérationnels d’un Ministère en charge du secteur forestier et/ou de ses services déconcentrés.
  + Justifier au moins trois (03) expériences professionnelles en République du Congo.
  + Justifier d’une expérience conférant une bonne connaissance des travaux et des conclusions du projet PACO en République du Congo est un atout.

**4. Expert(e) clé 4 : Spécialiste en organisation et administration agricole (Sous-régional/National sénior )**

Il/elle sera le **référent pour le diagnostic spécifique des DDA**. Il/elle dirigera la collecte et l'analyse des données relatives au MAEP et contribuera directement à la rédaction du diagnostic et du plan de renforcement pour le volet agricole.

* **Qualifications et compétences :**
  + Etre titulaire d’un diplôme de niveau BAC+5 en agronomie, économie rurale, sociologie rurale, gestion des organisations ou un domaine équivalent.
* **Expérience professionnelle générale :**
  + Disposer d’au moins douze (12) ans d'expérience générale.
* **Expérience professionnelle spécifique :**
  + Disposer d’au moins huit (8) ans d'expérience au sein ou en appui à des projets/programmes ou institutions intervenant dans le domaine agricole.
  + Justifier la participation à au moins trois (3) missions liées aux mandats, à l'organisation, aux procédures ou aux défis opérationnels d’un Ministère en charge du secteur agricole et/ou de ses services déconcentrés.
  + Justifier au moins trois (03) expériences professionnelles en République du Congo.

#### B. Personnel d’appui : Admin/Fin/Log National

Le soumissionnaire pourra proposer la mobilisation de personnel d’appui pour assurer la gestion de la logistique des missions de terrain et des ateliers, le suivi administratif et l'appui à la gestion comptable de la mission.

#### C. Personnel d'enquête complémentaire

En complément de l'équipe d'experts principaux, le soumissionnaire pourra, si sa méthodologie le justifie, prévoir le recrutement ponctuel d’enquêteurs ou d'assistants de terrain pour des tâches de collecte de données spécifiques et circonscrites (par exemple, inventaire matériel, collecte de rapports d'activités, etc.).

Si le soumissionnaire choisit cette option, il devra le justifier dans sa proposition technique et détailler au minimum ces éléments :

* Leur nombre et leur répartition ;
* Leur profil et leurs qualifications ;
* Les modalités précises de leur supervision et de leur encadrement par les experts clés ;
* Le plan de formation de ces enquêteurs aux outils de collecte qui seront utilisés.

#### D. Compétences transversales requises pour l'ensemble de l'équipe

L'ensemble des experts mobilisés devra démontrer :

* Une excellente maîtrise des techniques d'animation et de facilitation participative.
* La capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et dans des conditions de terrain parfois difficiles.
* D'excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction en français.
* Une capacité avérée à travailler sous pression et à respecter des délais prévus.
* Une bonne connaissance du contexte congolais. La connaissance de l’une des langues locales des zones d'intervention constitue un atout majeur.
* Une capacité démontrée à intégrer la dimension genre et inclusion dans les diagnostics, les analyses et les recommandations, en veillant à ce que les livrables soient sensibles au genre.

1. **Compte-rendu de missions**

Le prestataire remettra des rapports réguliers conformément à la section "Livrables". Le suivi sera assuré par les présentations d'avancement mensuelles (Livrable L1). Le rapport final consolidé (Livrable L5) couvrira l'ensemble de la mission.

1. **Suivi-évaluation**

**Indicateurs de performance**

| **Livrables** | **Effets immédiats** | **Effets intermédiaires** | **Sources de vérification** |
| --- | --- | --- | --- |
| **L0** : Rapport de démarrage | La méthodologie, la stratégie de synergie avec les partenaires (PACO, ProClimat), le plan de travail et l'équipe sont validés et partagés par les parties prenantes (AT, MAEP, MEF). |  | Rapport de démarrage validé par l'AT KOPEKOBA. |
| **L2** : Rapport de diagnostic, et **L3** : Plans de renforcement et Note sur le circuit de financement | Une connaissance approfondie et partagée des capacités réelles, des contraintes de fonctionnement et des besoins des DDA et DDEF est disponible. Des propositions techniques et chiffrées pour leur renforcement et leur financement sont formulées. | La stratégie de renforcement des capacités du MAEP et du MEF, ainsi que les appuis du KOPEKOBA, sont orientés sur une base factuelle, pertinente et en synergie avec les autres partenaires. | Rapports techniques (L2, L3) validés. |
| **L4** : Comptes Rendus des Ateliers, et **L5** : Rapport Final de Mission Consolidé | Les résultats, les plans de renforcement et la proposition de circuit de financement sont le fruit d'un consensus et sont appropriés par les acteurs clés du MAEP et du MEF. | La mise en œuvre des recommandations est facilitée, maximisant les chances de succès et la durabilité du renforcement institutionnel appuyé par le programme. | Comptes rendus d'ateliers, listes de présence. Rapport final validé. |
| **L6** : Supports de communication stratégique | Les conclusions et recommandations clés de la mission sont disponibles dans des formats synthétiques et visuels, adaptés aux décideurs de haut niveau. | L'appropriation des recommandations stratégiques par les cabinets ministériels est facilitée, augmentant la probabilité d'une prise de décision éclairée pour la mise en œuvre du plan et du circuit de financement. | Fiches de synthèse et infographies validées et transmises. |

1. **Informations pratiques**

Cette section détaille les responsabilités du consultant en matière de logistique, de sécurité et les exigences relatives à la proposition financière.

**1. Autonomie et responsabilités logistiques du Consultant**

Il est explicitement stipulé que le consultant est entièrement responsable de sa propre logistique et de son installation pour toute la durée de la mission. La proposition financière soumise par le consultant devra par conséquent intégrer l'ensemble des coûts associés à ces aspects. Cette responsabilité inclut, sans s'y limiter, les éléments suivants :

* **Locaux et équipements** : La location, l'aménagement et l'équipement de tous les locaux de bureau nécessaires, que ce soit pour l'équipe centrale à Brazzaville ou pour les équipes de terrain dans les zones d'intervention.
* **Logistique de transport** : La mise à disposition de l'ensemble des moyens de transport nationaux et locaux requis pour le déplacement de ses équipes et de son matériel durant toute la mission. Cela inclut spécifiquement la location de véhicules 4x4 adaptés aux conditions de terrain.
* **Organisation des ateliers** : La gestion logistique complète de tous les ateliers de consultation prévus (techniques et de validation). Cela comprend la location des salles, la restauration, la fourniture du matériel d'animation et toute autre dépense liée à l'organisation de ces événements. Le consultant inclura également le défraiement des participants aux ateliers à l’exception du personnel de l’UCP, des deux UGPs et de l’Assistance Technique.
* **Frais de mission** : La prise en charge de l'ensemble des frais de séjour des équipes lors des missions sur le terrain, incluant l'hébergement et les per diem (subsistance).
* **Matériel de travail** : La fourniture de tout le matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, etc.) et de communication nécessaire au bon fonctionnement de l'équipe et à la production des livrables.

**2. Gestion de la sécurité**

La sécurité des équipes est une responsabilité primordiale du consultant.

* **Plan de gestion de la sécurité** : Selon la cartographie actuelle du Ministère français de l’Europe et des Affaires Etrangères, une partie des districts de Loumo, Hinda et Mvouti sont classées "oranges" (zones frontalières avec la République Démocratique du Congo et l’Angola), le consultant doit donc obligatoirement intégrer un **plan de gestion de la sécurité** détaillé et adapté dans sa proposition technique. Il est a noté également que le déplacement sur les zones d’intervention du Programme implique de circuler dans des zones non couvertes par les réseaux GSM.
* **Coûts et autonomie** : Ce plan doit démontrer la capacité du consultant à opérer en toute sécurité et à ses propres frais. Il est impératif que le soumissionnaire prévoie et intègre l'ensemble des coûts liés à ces mesures de sécurité renforcées dans sa proposition financière.

Aucun budget additionnel ne sera alloué par le programme pour couvrir ces aspects.

* **Contenu du plan** : Le plan de sécurité devra détailler les procédures qui seront mises en place, notamment en ce qui concerne : les moyens logistiques et les règles de déplacement, les protocoles de communication et de suivi des équipes, et la préparation du personnel avant les missions.

**3. Exigences budgétaires et financières**

La proposition financière doit être structurée selon les exigences suivantes :

* **Devise et format** : La proposition financière doit être détaillée en **Euros (€)** - **Hors Taxe** et présentée sous la forme d'un budget unique et consolidé pour l'ensemble de la prestation.
* **Budget indicatif global** : compris entre 200 000 et 350 000 €.

**4. Modalités de paiement**

* Le paiement des prestations sera effectué en **euros**, par virement bancaire.
* Les modalités précises, l'échéancier détaillé des paiements et les conditions de facturation sont spécifiés en détail dans les documents contractuels inclus dans le **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)**.

1. Les services déconcentrés [...] sont renforcés en équipement technique et formés afin de contribuer à diffuser les savoirs et suivre les impacts des projets [↑](#footnote-ref-1)
2. Suivi des performances par les services déconcentrés et acteurs non-étatiques. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le produit 2.2 du KOPEKOBA concerne l'opérationnalisation d'un dispositif de subventions pour les investissements des acteurs des chaînes de valeurs agricoles et forestières. Le suivi de ces projets subventionnés est la mission qui sera dévolue aux STD. [↑](#footnote-ref-3)